

Commission: Sommet UE-Candidats à l'adhésion

Problématique: Quelle place peut-on donner aux pays officiellement candidats à intégrer l'UE et quelle stratégie d'élargissement mener à l'horizon 2050 ?

Auteur: Irlande

L'Irlande est une île située à l'ouest de l'Europe, séparée de la Grande-Bretagne par la mer d'Irlande. Le pays est composé de 26 comtés, avec Dublin en tant que capitale et plus grande ville. Même si l'anglais est la langue principale, utilisée dans les affaires et la vie quotidienne, l'irlandais est également une langue officielle, enseignée dans les écoles. Son économie est principalement axée sur les services, tels que la finance, les technologies et le tourisme. Le pays est une démocratie parlementaire avec un président élu au suffrage universel direct pour sept ans. Cette fonction est occupée depuis 2011 par le travailliste (parti politique de centre-gauche), Michael D. Higgins. Par ailleurs, l'Irlande est membre de l'UE depuis 1973, en adhérant à la CEE en même temps que le Danemark et le Royaume Uni, lors du premier élargissement. Depuis, elle a assuré la présidence de l'Union européenne à sept reprises, dont la dernière fois en 2013 et elle est l'un des pays qui a bénéficié le plus efficacement des aides communautaires, notamment dans le cadre de la Politique agricole commune.

L'UE intègre de nouveaux membres, par le biais du processus d'élargissement, du moment qu'ils remplissent des conditions d'ordre politique et économique. La politique d'élargissement de l'Union européenne est régie par l'article 49 du traité. Ainsi, tout Etat européen respectant les principes fondamentaux de l'UE énoncés à l'article 2 (dignité humaine, liberté, démocratie, état de droit, droits de l'homme) peut demander à devenir membre de l'Union. Aujourd'hui, sept pays ont, à l'heure actuelle, le statut officiel de candidat à l'adhésion à l'Union européenne: l'Ukraine et la Moldavie candidates depuis 2022; l'Albanie candidate depuis juin 2014; la Serbie candidate depuis mars 2012, le Monténégro candidat 2010; la Macédoine du Nord candidate depuis décembre 2005; la Turquie candidate depuis 1999. La Bosnie-Herzégovine, en 2016, et la Géorgie, en 2022, ont déposé leur demande d'adhésion à l'UE mais n'ont pas encore été reconnues comme des États candidats. Cependant, quelle place peut-on donner à ces pays et quelle stratégie d'élargissement mener à l'horizon 2050 ? Cette problématique soulève des enjeux et des défis complexes liés à la capacité pour ces pays d'intégration à l'UE. En effet, l'intégration de nouveaux pays peut également affecter la politique étrangère de l'UE et son rôle dans le monde: les nouveaux pays peuvent avoir des relations diplomatiques différentes avec des pays extérieurs à l'UE, ce qui peut avoir des implications sur ses positions politiques. Les intégrants doivent être en mesure de respecter les valeurs fondamentales de l'UE, telles que la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit.

L'intégration de nouveaux pays à l'Union européenne peut concerner directement l'Irlande de plusieurs façons. Tout d'abord, l'élargissement de l'UE peut avoir un impact économique sur l'Irlande. Les nouveaux pays membres peuvent offrir de nouvelles opportunités commerciales, ce qui peut bénéficier à l'économie irlandaise. En revanche, cela peut également entraîner une concurrence accrue sur les marchés européens, ce qui pourrait avoir un impact sur les entreprises irlandaises. En effet, les différences sociales pourraient entraîner la délocalisation de certaines entreprises vers des pays avec une main d'œuvre moins chère. C'était le cas lors de l'adhésion de la Pologne ou de l'Espagne qui avaient des statuts sociaux bien inférieurs à ceux de leurs voisins européens. De plus, l'élargissement de l'UE peut également entraîner une augmentation de l'immigration en Irlande en provenance des nouveaux pays membres. Cela peut avoir des implications pour le marché du travail irlandais et les services publics, tels que les écoles et les hôpitaux. Par ailleurs, l'adhésion de nouveaux pays membres peut avoir des implications pour la politique de l'UE, y compris les politiques agricoles, de pêche et de transport. Celles-ci peuvent avoir un impact sur l'Irlande en raison de son économie axée sur l'agriculture et des liens étroits avec le Royaume-Uni en matière de transport. L'élargissement de l'UE pourrait également attirer des investissements étrangers directs vers les nouveaux pays membres, ce qui pourrait réduire l'intérêt des investisseurs pour l'Irlande. En effet, l'Irlande est un centre important pour les investissements étrangers en Europe et l'augmentation de la concurrence pour ces investissements pourrait être préoccupante pour le pays. Cependant, l'UE poursuit une stratégie d'élargissement car elle considère que celui-ci contribue à garantir la paix et la sécurité en Europe. Avec 27 États membres, il forme, derrière la Chine et l'Inde, le troisième ensemble démographique de la planète et près du quart de la richesse mondiale. Cela renforce son poids sur la scène internationale. L'élargissement, en favorisant les échanges commerciaux entre pays membres, est aussi une source de croissance.

Pour mieux accueillir de nouveaux arrivants, l'UE doit parfois définir des modalités de réforme des institutions européennes pour permettre à l'Union élargie de fonctionner et c'est d'ailleurs l'objectif du

traité de Nice mis au point par les gouvernements des quinze membres de l'UE lors du sommet de Nice, le 11 décembre 2001. Cependant, c'est lors de cette ratification que l'Irlande a organisé un référendum pour demander l'approbation de la population. Les électeurs irlandais ont initialement rejeté le traité car leur principale préoccupation était la question de la neutralité militaire dans un contexte de guerre en Irak et de participation de certains États membres de l'UE à la coalition internationale menée par les États-Unis. Certains craignaient que le traité de Nice n'oblige l'Irlande à participer à des opérations militaires sous le parapluie de l'Union européenne. En vue d'un nouvel élargissement, d'autres pays devraient suivre le modèle irlandais: celui de faire participer ses citoyens pour exprimer leur point de vue sur les candidats à l'adhésion et les questions liées à l'élargissement. Car en effet, l'Irlande estime qu'il est important de mener une évaluation rigoureuse de chaque demande d'adhésion, en veillant à ce que les nouveaux membres puissent s'intégrer dans l'UE sans perturber la stabilité et le fonctionnement de l'Union. De plus, l'UE devrait adopter une approche progressive de l'élargissement en travaillant pour les aider à remplir les critères d'adhésion et arriver à un équilibre social (chômage, sécurité sociale..) avec le reste des pays membres pour éviter tout déséquilibre. Cette approche devrait permettre une intégration progressive des nouveaux membres dans les structures de l'UE. Puis, elle pourrait encourager la coopération entre les universités, les centres de recherche et les organisations culturelles des pays candidats et des États membres. Cela permettrait aux nouveaux membres de mieux comprendre la culture, l'histoire et les valeurs au sein de l'UE, ainsi que de promouvoir la diversité culturelle et linguistique.

Ces solutions pourraient contribuer à définir une stratégie d'élargissement de l'UE à l'horizon 2050 qui permettrait d'intégrer de nouveaux membres tout en maintenant la stabilité et la prospérité de l'Union. L'Irlande est d'accord pour affirmer que l'élargissement de l'UE est important pour consolider la paix et la stabilité dans la région en encourageant la coopération économique, politique et sécuritaire entre les pays membres. L'adhésion à l'UE offre aux pays membres l'accès au marché unique européen, ce qui peut stimuler la croissance économique et créer des emplois et permet à l'Union de renforcer sa présence sur la scène internationale en tant que bloc économique et politique puissant, capable de peser davantage dans les négociations commerciales et diplomatiques. Cependant, il convient de noter que l'élargissement de l'UE peut également poser des défis, tels que la nécessité de s'adapter à des économies et des cultures différentes, ainsi que la gestion des flux migratoires. Il est donc important de procéder avec prudence et de garantir que les nouveaux membres remplissent les critères d'adhésion requis et soient en mesure de s'adapter aux structures de l'UE.